

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

Marseille, le 26/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES

CS 70 037 - ZI Consacs
458 Bd Bernard Long
83175 Brignoles cedex
83170 Brignoles

D/SPR/GP/N°127/2024
Références : D-UD83-2023-0601
Code AIOT : 0006400245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES implanté lieux dits "L'éouviere", "clos pouri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas. L'inspection a été annoncée le 13/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES
- lieux dits "L'éouviere", "clos pouri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas
- Code AIOT : 0006400245
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOMECA exploite actuellement une carrière de roche massive et des installations de traitement des matériaux au lieu-dit « La Catalane » sur les communes de Callas et La Motte.

La carrière est classée à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et son activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 14/03/2012 modifié par les APC du 11/09/2014, du 27/04/2018 et du 14/11/2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention de la pollution atmosphérique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Limitation des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Poussieres	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Sans objet
3	Principes généraux des rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37	Sans objet
4	Poussières	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 12.1	Sans objet
5	Poussières	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 12.1	Sans objet
6	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	Sans objet
8	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
9	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant prenait les dispositions nécessaires au respect des dispositions réglementaires concernant les émissions de poussières cependant deux non conformités devront cependant faire l'objet d'actions correctives dans les délais fixés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Emissions diffuses
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. « Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières. »
Constats : Des amas de poussières sont présents dans certains bâtiments abritant les installations de traitement . Ces bâtiments doivent être nettoyés régulièrement
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des effluents
Prescription contrôlée : Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et nettoyage « , y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages » ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.
Constats : Les consignes sont établies et tenues à jour Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- la fréquence de vérification des dispositifs de limitation des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et nettoyage- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Principes généraux des rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37
Thème(s) : Actions nationales 2023, Principes généraux
Prescription contrôlée : <p>« Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.</p> <p>« Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none">« - capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;« - brumisation ;« - système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements. <p>« Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p> <p>« Lorsque les zones de stockage sont classées au titre de la rubrique n° 2516 de la nomenclature des installations classées, les produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont stockés dans des silos ou réservoirs étanches.</p> <p>« Ils doivent être également munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces contenants doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.</p> <p>« Les opérations de transvasements des produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont réalisées par tuyauteries ou flexibles étanches ou plus généralement tout dispositif ne permettant pas l'émission de poussières.</p> <p>« Les tuyauteries et flexibles utilisés devront avoir été purgés avant mise à l'air libre. »</p>
Constats : <p>Des dispositifs de capotage , de brumisation et d'aspiration empêchant l'émission de poussières, sont en place sur les installations de traitement.</p> <p>Les stockages de produits fins sont sous abri</p> <p>Deux foreuses sont présentes sur site, équipées de systèmes d'aspiration des fines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Poussieres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 12.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, poussières
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- les pistes et les zones de travail sur lesquelles évoluent les engins doivent être arrosées régulièrement par des installations fixes maintenues en bon état de fonctionnement ou par un camion arroseur ;- la zone d'entrée à la carrière ainsi que le circuit de pesage et de chargement sont revêtus et maintenus propres en permanence.
Constats : <p>Les pistes de circulation internes sont arrosées périodiquement au moyen de dispositifs d'arrosage fixes ou d'une arroseuse.</p> <p>La route d'accès à la carrière est revêtue et balayée périodiquement.</p> <p>Elle est en bon état et propre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Poussieres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 12.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, poussières
Prescription contrôlée : <p>les installations de traitement des matériaux sont équipées de dispositifs visant à limiter les émissions de poussières (capotage, bardage, pulvérisation d'eau, etc...) ;</p> <ul style="list-style-type: none">- les stocks de produits fins secs seront réalisés en silos ou tous dispositifs équivalents en matière de protection contre les envols.
Constats : <p>les installations de traitement des matériaux sont dans des bâtiments ou équipées de dispositifs visant à limiter les émissions de poussières (capotage et pulvérisation d'eau,)</p> <p>les stocks de produits fins secs sont réalisés sous abri.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Poussieres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Le plan de surveillance datant de 2019 est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : Le plan de surveillance en vigueur date de 2019 et a été communiqué à l'inspection. Ce plan doit être mis à jour pour intégrer l'installation de dispositifs d'arrosage de pistes fixes supplémentaires depuis 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour.

<p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées.</p> <p>Les mesures de retombées sont réalisées tous les semestres</p> <p>Le dernier rapport fourni concerne le premier semestre 2023</p> <p>L'objectif de 0,50 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante est respecté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p> <p>Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de surveillance des émissions de poussières est présent</p> <p>La station météorologique est installée et la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83070 TOULON

Marseille, le 26/01/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Partie nominative

SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES

CS 70 037 - ZI Consacs
458 Bd Bernard Long
83175 Brignoles cedex
83170 Brignoles

D/SPR/GP/N°127/2024

Affaire suivie par : Henri DEGLI-ESPOSTI

Téléphone : 04 88 22 65 33

Courriel : henri.degli-esposti@developpement-durable.gouv.fr

Références : D-UD83-2023-0601

Code AIOT : 0006400245

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 16/11/2023 de l'établissement SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES implanté lieux dits "L'éouvière", "clos pouiri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

Henri DEGLI-ESPOSTI, Unité départementale du Var, Pôle Carrières - déchets, inspecteur de l'environnement



Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

Karine BOULOT, Directrice Développement QSE SOMECA

Rolland SEYLLER, Directeur exploitations SOMECA

Gianni DASSONVILLE, responsable d'exploitation SOMECA

Le courriel d'échange avec l'administration est k.boulot@someca.eu

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
	Signé	Le Chef de l'unité ICPE Date :  2024.01.26 17:45:10 +01'00'
L'inspecteur de l'environnement DEGLI-ESPOSTI Henri	L'inspecteur de l'environnement BERILLE Emmanuelle	Alexandre LION

Rapport de l'inspection des installations classées Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 16/11/2023 de l'établissement SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES implanté lieux dits "L'éouviere", "clos pouiri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : 7 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 19.6 - délai : 30 jours à compter de la date de la lettre de suite

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

Marseille, le 26/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES

CS 70 037 - ZI Consacs
458 Bd Bernard Long
83175 Brignoles cedex
83170 Brignoles

D/SPR/GP/N°127/2024
Références : D-UD83-2023-0601
Code AIOT : 0006400245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES implanté lieux dits "L'éouviere", "clos pouiri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motté et Callas 83830 Callas. L'inspection a été annoncée le 13/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES
- lieux dits "L'éouviere", "clos pouiri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas
- Code AIOT : 0006400245
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOMECA exploite actuellement une carrière de roche massive et des installations de traitement des matériaux au lieu-dit « La Catalane » sur les communes de Callas et La Motte.

La carrière est classée à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et son activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 14/03/2012 modifié par les APC du 11/09/2014, du 27/04/2018 et du 14/11/2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention de la pollution atmosphérique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Limitation des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Poussieres	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Sans objet
3	Principes généraux des rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37	Sans objet
4	Poussières	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 12.1	Sans objet
5	Poussières	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 12.1	Sans objet
6	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	Sans objet
8	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
9	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant prenait les dispositions nécessaires au respect des dispositions réglementaires concernant les émissions de poussières cependant deux non conformités devront cependant faire l'objet d'actions correctives dans les délais fixés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Emissions diffuses
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. « Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières. »
Constats : Des amas de poussières sont présents dans certains bâtiments abritant les installations de traitement. Ces bâtiments doivent être nettoyés régulièrement
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des effluents
Prescription contrôlée : Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et nettoyage « , y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages » ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.
Constats : Les consignes sont établies et tenues à jour Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- la fréquence de vérification des dispositifs de limitation des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et nettoyage- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Principes généraux des rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37
Thème(s) : Actions nationales 2023, Principes généraux
Prescription contrôlée : <p>« Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.</p> <p>« Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none">« - capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;« - brumisation ;« - système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements. <p>« Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p> <p>« Lorsque les zones de stockage sont classées au titre de la rubrique n° 2516 de la nomenclature des installations classées, les produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont stockés dans des silos ou réservoirs étanches.</p> <p>« Ils doivent être également munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces contenants doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.</p> <p>« Les opérations de transvasements des produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont réalisées par tuyauteries ou flexibles étanches ou plus généralement tout dispositif ne permettant pas l'émission de poussières.</p> <p>« Les tuyauteries et flexibles utilisés devront avoir été purgés avant mise à l'air libre. »</p>
Constats : <p>Des dispositifs de capotage , de brumisation et d'aspiration empêchant l'émission de poussières, sont en place sur les installations de traitement</p> <p>Les stockages de produits fins sont sous abri</p> <p>Deux foreuses sont présentes sur site, équipées de systèmes d'aspiration des fines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Poussieres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 12.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, poussières
Prescription contrôlée : - les pistes et les zones de travail sur lesquelles évoluent les engins doivent être arrosées régulièrement par des installations fixes maintenues en bon état de fonctionnement ou par un camion arroseur ; - la zone d'entrée à la carrière ainsi que le circuit de pesage et de chargement sont revêtus et maintenus propres en permanence.
Constats : Les pistes de circulation internes sont arrosées périodiquement au moyen de dispositifs d'arrosage fixes ou d'une arroseuse. La route d'accès à la carrière est revêtue et balayée périodiquement. Elle est en bon état et propre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Poussieres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 12.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, poussières
Prescription contrôlée : les installations de traitement des matériaux sont équipées de dispositifs visant à limiter les émissions de poussières (capotage, bardage, pulvérisation d'eau, etc...) ; - les stocks de produits fins secs seront réalisés en silos ou tous dispositifs équivalents en matière de protection contre les envols.
Constats : les installations de traitement des matériaux sont dans des bâtiments ou équipées de dispositifs visant à limiter les émissions de poussières (capotage et pulvérisation d'eau,) les stocks de produits fins secs sont réalisés sous abri.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Poussieres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan de surveillance datant de 2019 est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : Le plan de surveillance en vigueur date de 2019 et a été communiqué à l'inspection. Ce plan doit être mis à jour pour intégrer l'installation de dispositifs d'arrosage de pistes fixes supplémentaires depuis 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour.

<p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées.</p> <p>Les mesures de retombées sont réalisées tous les semestres</p> <p>Le dernier rapport fourni concerne le premier semestre 2023</p> <p>L'objectif de 0,50 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante est respecté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Poussieres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p> <p>Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de surveillance des émissions de poussières est présent</p> <p>La station météorologique est installée et la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

Marseille, le 26/01/2024

Le Préfet
à
Monsieur le Directeur
SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES
CS 70 037 - ZI Consacs
458 Bd Bernard Long
83175 Brignoles cedex
83170 Brignoles

Lettre préfectorale de suite

D/SPR/GP/N°128/2024
Affaire suivie par : Henri DEGLI-ESPOSTI
Téléphone : 04 88 22 65 33
Courriel : henri.degli-esposti@developpement-durable.gouv.fr
Références : D-UD83-2023-0602
Code AIOT : 0006400245
Pièce jointe : rapport de l'inspection du 16/11/2023

Monsieur le Directeur,

L'inspection des installations classées s'est rendue le 16/11/2023 sur le site implanté lieux dits "L'éouvière", "clos pouiri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas afin de procéder à une visite d'inspection.

En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, vous voudrez bien trouver ci-joint une copie du rapport établi par l'inspection et transmis à Monsieur le Préfet à la suite de cette visite.

Je vous invite à prendre connaissance avec la plus grande attention des constats établis et des suites administratives éventuellement proposées par l'inspection.

La partie de ce rapport intitulée « Contexte et constats de l'inspection » sera publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). En tant que de besoin, vous pouvez informer l'inspection des installations classées des données que vous considérez non publiables pour des raisons de confidentialité ou de secret de fabrication.

L'inspection des installations classées examinera la recevabilité de votre demande, masquera uniquement les données retenues comme confidentielles et procédera à la publication.

Je vous invite à formuler vos observations sur cette correspondance et sur le rapport dans le délai de 15 jours. Sans retour de votre part dans ce délai, il sera considéré que vous n'avez pas d'observations.

Les constats établis font état de points de contrôle pour lesquels un écart à la prescription réglementaire contrôlée a été constaté et pour lesquels des éléments de réponses et des justificatifs sont demandés.

Je vous demande donc, pour les points de contrôles précisés ci-après, de me faire parvenir les éléments de réponses et les justificatifs attendus, dans les délais précisés pour chaque constat. Dans le cas contraire, les constats restés sans réponse pourront faire l'objet de suites et de sanctions administratives conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délais
1	Limitation des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	2 mois
7	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	30 jours

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Préfet, par délégation,

Le Chef de l'unité ICPE



Alexandre LION

Date :
2024.01.26
17:45:33
+01'00'